

Journal des traducteurs Translators' Journal

L'état de la langue, miroir de la nation

Jean-Marc Léger

Volume 7, Number 2, 2e Trimestre 1962

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1061283ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1061283ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0316-3024 (print)

2562-2994 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Léger, J.-M. (1962). L'état de la langue, miroir de la nation. *Journal des traducteurs / Translators' Journal*, 7(2), 39–51. <https://doi.org/10.7202/1061283ar>

L'ÉTAT DE LA LANGUE, MIROIR DE LA NATION

Jean-Marc LEGER

*Directeur de l'Office de la Langue française,
Ministère des Affaires culturelles, Québec*

A l'honneur que j'éprouve d'avoir été invité à prononcer une causerie au cours de l'importante cérémonie de ce soir¹ s'ajoute la double satisfaction de le faire devant votre groupe et en ce lieu. En ce lieu, Monseigneur le Recteur, c'est-à-dire dans une institution au passé déjà glorieux et qui, surtout, renferme une large part des possibilités du Canada français et dont la devise ambitieuse est en quelque sorte un défi permanent, un appel quotidien au dépassement. Devant ce groupe, c'est-à-dire devant des hommes et des femmes qui par leur profession vont assumer ou assument déjà une lourde part de responsabilité dans le sort de la langue française au Canada.

La traduction est, bien sûr, un phénomène fort ancien et universel. Mais elle a revêtu depuis le début du siècle actuel et singulièrement depuis la dernière guerre mondiale une importance sans précédent en raison notamment de l'essor extraordinaire des relations internationales, politiques aussi bien que culturelles et économiques, et de la prolifération des organisations internationales, gouvernementales et privées. Cette importance, faut-il seulement le souligner, est plus considérable encore dans les pays multilingues; elle l'est peut-être plus que partout ailleurs au Canada. L'histoire a voulu, en effet, que nous devenions une minorité constamment menacée dans un vaste pays, plus encore, sur un continent où presque tout porte la marque d'une civilisation étrangère et d'un génie autre que le nôtre. Situation difficile, souvent déprimante, et, à certains égards, tragique: non seulement nous ne sommes que 6 millions de francophones devant quelque 190 millions d'anglophones, mais encore nous ne possédons ni la souveraineté politique, ni la maîtrise de notre économie. Il était fatal dès lors que la traduction jouât un rôle immense dans notre existence collective, qu'il s'agisse de la législation et de l'administration, des moyens d'information ou de la publicité. C'est, pour un peuple, une terrible servitude et un grand danger, et cela donne en même temps la mesure de la responsabilité qui incombe à ceux des nôtres qui s'engagent dans la profession de traducteur, lorsqu'ils sont appelés à l'exercer principalement dans le sens de l'anglais au français. Car, selon la conception qu'il aura de son rôle, la connaissance qu'il aura de sa langue maternelle, le traducteur canadien-français pourra contribuer puissamment à restaurer la qualité du français chez nous ou, au contraire, accélérer le processus de dégradation de la langue et d'éloignement du génie de la langue. Ce sera vrai, peu importe qu'il exerce sa profession dans la

(1) Causerie prononcée à l'Université de Montréal le 23 mai 1962, à l'occasion de la collation des diplômes de l'Institut de Traduction.

fonction publique, dans une agence de presse ou dans une grande agence de publicité.

La traduction, on l'a dit souvent mais on ne le répétera jamais assez, la véritable traduction est une création. Malheureusement, ce n'est pas toujours, il s'en faut, la conception qu'en ont les dirigeants des grandes entreprises anglo-canadiennes ou américaines, publiques ou privées. Je sais telle agence de presse où la règle d'or est de coller le mieux possible à l'original anglais, phrase à phrase, presque mot à mot, avec le résultat qu'il n'y a pas de traduction mais de l'anglais dit, ou plutôt écrit, avec des mots français. Ainsi pratiquée, la traduction est un crime contre la langue maternelle: il faut bien admettre, hélas ! que cette conception subsiste en de nombreux milieux et reste un des principaux facteurs de la déchéance du français chez nous.

Créateur, le traducteur ne peut l'être naturellement que s'il possède parfaitement sa langue maternelle, s'il est vraiment, dans toute la vigueur de l'expression, de culture française, s'il sait, tout en respectant le contenu d'un texte anglais, le refaire complètement, bref s'il sait que la traduction n'est pas d'abord affaire de vocabulaire mais de conceptions, d'esprit, de génie de la langue. Les traducteurs doivent assurément être chez nous parmi les Canadiens français qui possèdent le mieux leur langue, qui sont le plus sensibles à son génie, qui sont le plus imprégnés de civilisation française.

S'il en va ainsi, ils pourront être les artisans du redressement qui doit être notre souci dominant, ils pourront dans les divers milieux où ils vont oeuvrer, effacer progressivement le crime contre la nation et contre l'esprit qu'a été trop longtemps une traduction servile, pourvoyeuse d'anglicismes et instrument d'abêtissement intellectuel. Comment résister à la tentation de citer quelques exemples, même s'ils sont très connus ? Le "speaker" des Communes anglaises devenu "l'orateur", le "civil service" devenu brillamment "service civil", le "executive secretary" transposé en "secrétaire exécutif", les "domestic flights" devenues des "envolées domestiques", alors que le français ne connaît que les liaisons intérieures, les "dry goods" admirablement devenus des "marchandises sèches", le "beverage" rendu en "breuvage", sans compter les innombrables "officiers" de l'administration et des grandes sociétés. Il faut beaucoup d'impudeur ou, mieux, d'inconscience pour prétendre alors parler français.

Je rencontrais voici quelque temps un haut fonctionnaire fédéral canadien-français qui rentrait de Paris où il avait participé à la réunion d'un organisme international de caractère technique. Il m'expliquait avec une naïveté touchante que son bilinguisme (croyait-il) l'avait servi et qu'on l'avait envoyé à Paris à cause de sa connaissance du français. A mon arrivée, disait-il, j'ai été salué par un officier de la ligne... puis j'ai été reçu par un député-ministre qui m'a remis des billets complimentaires pour le théâtre, etc... Il me disait ensuite qu'il "chargerait ses dépenses" au gouvernement et m'avouait qu'il "avait bien manqué sa famille" pendant la durée de son voyage. Exemple typique du Canadien français qui croit encore parler français alors qu'il est devenu unilingue, unilingue anglophone et parle anglais avec des mots français.

Il y a plus fort ; je me rappelle tel directeur commercial d'une grande entreprise canadienne-française qui accueillait ainsi ses visiteurs : "Bonjour M. X... Quelle est la matière avec vous ce matin" ? Retour de Paris, où il avait fait un séjour-éclair d'une semaine, en ne parcourant guère plus que les Champs-Élysées, ce même homme d'affaires répondait au journaliste qui lui demandait ses impressions sur la France, répondait, après un long silence, par cette formule lapidaire : "Eh bien ! c'est différent de par ici".

On peut sourire un instant de ces menus faits comme de tant d'autres de même espèce. Mais lorsqu'on examine froidement et aussi lucidement que possible l'état de la langue française, surtout de la langue parlée, au Canada, comment ne pas éprouver douloureusement le jugement impitoyable que cela représente pour notre communauté. Vous me pardonnerez, je l'espère, de n'être pas enclin à la facilité et d'essayer de faire ce soir avec vous un examen aussi attentif que possible de la situation. Voici trop longtemps que nous nous payons de mots, que nous nous berçons d'illusions, que nous nous félicitons bruyamment de notre survivance. Il est temps de se demander ce qu'est cette survivance, quelle sorte de peuple a survécu, quelle est la qualité de notre communauté ethnique, quel visage nous offrons au monde. Et pour le savoir, il n'est rien comme d'interroger notre langue quotidienne, la langue de la communauté. Je n'ai pas la prétention, certes, de rien vous révéler, mais j'estime que des méditations collectives sur ce sujet peuvent être tonifiantes. Je pressens que nous sommes d'accord dès maintenant sur le diagnostic : aussi bien, nous n'allons pas nous y arrêter longtemps ; nous consacrerons plus de temps aux remèdes possibles, aux conditions du salut de la langue qui sont aussi celles du salut de la nation. Et je vous dirai immédiatement qu'à mon sens, ce double salut n'est possible que par des moyens radicaux dans le cadre d'une mobilisation des masses et d'une révolution nationale.

Voici cent vingt ans, l'historien de Tocqueville écrivait à notre sujet, dans son ouvrage sur "La démocratie en Amérique", cette phrase qui continue à nous irriter, mieux, à nous révolter : "Débris d'un peuple ancien, perdu au milieu des flots d'une nation nouvelle". Pourtant si, dominant notre susceptibilité malade, nous examinons froidement l'état de notre langue, de la langue que nous parlons comme groupe quotidiennement, comment ne pas convenir que nous paraissions par là confirmer ce verdict brutal ? Certes, nous pourrions nous arrêter à d'autres manifestations de notre vie collective pour faire le point de la situation de la communauté canadienne-française : aucune n'aurait l'importance que présente la langue, aucune ne serait aussi riche en enseignements de toutes sortes, aussi révélatrice de notre condition réelle. Car c'est par la nature, la qualité de son parler quotidien, qu'une communauté se décrit elle-même le plus nettement, qu'elle se situe intellectuellement, psychologiquement, socialement, voire politiquement. Un individu peut donner le change sur lui-même en parlant dans certaines circonstances, il peut recourir artificiellement à une façon de parler qui ne le décrit pas réellement. Une communauté, à fortiori un groupe ethnique, ne peut faire de même : écoutez-le parler et vous saurez qui il est, vous en mesurerez les forces et les faiblesses, vous en devinerez les possibilités, les difficultés et, peut-être, le drame.

S'il en va ainsi, c'est que la langue, avant d'être moyen de communication, est moyen d'expression : nous sommes trop portés à l'oublier et cela n'est pas étranger à certaines erreurs tragiques concernant l'enseignement prématuré de l'anglais et une conception infantile du bilinguisme. La langue est d'abord le moyen le plus achevé d'expression de la pensée chez l'homme ; au fur et à mesure qu'une société évolue, qu'une civilisation progresse, la langue est mêlée de plus en plus intimement à la vie intellectuelle du groupe comme de l'individu avec le résultat qu'elle s'identifie à cette civilisation, qu'elle en devient un des éléments fondamentaux. Plus un groupe humain est avancé intellectuellement, plus sa langue est riche, diverse, précise, plus elle est construite, plus elle est apte à traduire des nuances toujours plus fines. Entre la langue et la pensée d'un individu, entre la langue et le développement intellectuel d'un groupe humain, il y a une alliance étroite, je dirais même une fusion, une inter-action permanente. L'homme des cavernes pouvait sans doute communiquer avec ses semblables, mais ses grommements, ses cris, ses sons d'abord inarticulés, ne traduisaient évidemment que des besoins élémentaires, des instincts et des satisfactions primaires, rien assurément qui ressemblait à une pensée. Ce fut, au cours des âges, le lent progrès de la pensée qui a permis le développement des langues. C'est pourquoi aujourd'hui la richesse d'une langue illustre celle de la civilisation dont elle est l'expression souveraine ; c'est pourquoi aussi on prend la mesure du développement intellectuel, de la culture d'un groupe ethnique en l'écoutant parler. Bien sûr, on peut aussi se pencher sur des statistiques, parcourir des ouvrages d'histoire, examiner la situation économique, interroger les institutions politiques, analyser la production littéraire et les journaux : chacun de ces moyens permettra une connaissance plus approfondie d'une nation donnée, fournira des exploitations, fera saisir les raisons et le sens d'une évolution ou d'une situation, mais dans l'immédiat aucun ne sera un miroir aussi complet ni aussi fidèle que la langue parlée.

La langue a, il est vrai, une autre fonction : elle est un moyen de communication, elle est le facteur premier des rapports sociaux. Convenons que chez nous, il y a eu une tendance dangereuse à faire prévaloir cette seconde fonction sur la première, avec le résultat que l'on estimait que la connaissance du français était suffisante dès lors que l'enfant possédait les règles élémentaires de la grammaire et un vocabulaire sommaire et que l'on s'employait aussitôt à lui enseigner l'anglais, souvent mieux que le français d'ailleurs, la langue seconde étant aussi envisagée strictement sous l'angle utilitaire de moyen de communication. On ne saurait empêcher pourtant que la langue soit d'abord moyen d'expression, on ne saurait empêcher que l'individu comme le groupe n'expriment quotidiennement, j'allais dire "ne trahissent", en parlant, leur réalité intellectuelle et sociale, ne se décrivent inconsciemment. Miroir impitoyable, la langue présente aux autres notre image et nous la renvoie : la construction de la phrase, son rythme, l'étendue du vocabulaire, la prononciation, l'accent, la précision ou l'absence de précision des vocables, tous ces éléments et combien d'autres dessinent notre visage, disent notre situation, la qualité de notre pensée, les sources auxquelles nous nous alimentons, notre mode de vie, les influences que nous subissons. Quel est donc ce visage ?

Faut-il seulement répondre à cette question ? Voilà un siècle environ que nous parlons de la grande misère de notre langue : Arthur Buies, déjà, pour ne citer que celui-là, fustigeait notre parler quotidien et dénonçait dès lors la gravité d'une évolution qui risquait de nous couper du reste du monde francophone. Depuis le début du 20e siècle, on ne compte plus les congrès et réunions de toutes sortes, les enquêtes et les articles consacrés à ce thème. Ne disons pas que cet immense effort a été inutile : il a permis chez certains une prise de conscience et a peut-être contribué à ralentir quelque peu le processus de détérioration. Constatons toutefois qu'au total, la situation ne s'est pas améliorée, que le problème non seulement reste entier mais se fait de plus en plus aigu.

Si l'état de la langue est de façon générale le miroir d'une nation, c'est encore plus vrai dans le cas d'une minorité comme la nôtre, d'une communauté ethnique qui est doublement minoritaire, dans son propre pays et sur son continent par rapport au même grand groupe linguistique et qui, si l'on considère sa condition politique et son pouvoir économique, est plus faible encore que le laisse entendre le rapport des forces numériques. Dans une telle situation, un groupe ethnique est évidemment soumis à de redoutables pressions mais il est obligé, s'il veut que sa survivance ait un sens, de préserver à tout prix sa personnalité et le génie de sa langue.

Avons-nous su préserver l'un et l'autre ? Si pénible que soit cette vérité, force est bien de répondre "non", car l'idiome quotidien de la majorité des Canadiens français d'aujourd'hui n'a plus que de lointains rapports avec la langue française. La plupart des autres francophones ne nous comprennent plus, comme groupe, et cela non pas seulement à cause d'une prononciation affreuse, d'un accent souvent très laid, d'une lourdeur permanente dans le discours, mais à cause de la forme même du discours, de la syntaxe, des américanismes, de pseudo-canadianismes, de contresens et, au-delà, parce que de plus en plus nous parlons anglais avec des mots français ou apparemment français. Convenons, hélas ! que le français authentique est devenu pour la majorité des nôtres une langue étrangère : ils la comprennent encore lorsqu'ils l'entendent ou la lisent mais n'en saisissent plus toutes les nuances et sont, d'autre part, incapables de l'utiliser spontanément. Et cela est vrai dans tous les milieux et de bas en haut de l'échelle sociale. D'où la sorte de gêne qui s'empare d'un grand nombre des nôtres lorsqu'ils sont en présence de Français ou par exemple d'Africains de langue française, d'où l'effort qu'il leur faut faire lorsqu'ils veulent écrire ou parler correctement. Cela ne coule plus de source : entre leur façon spontanée de s'exprimer, de traduire leur pensée et la langue française, il y a désormais coupure. Un éducateur a même pu dire que lorsque l'étudiant canadien-français moyen veut s'exprimer dans un français authentique, dans une langue soignée, par exemple en rédigeant une dissertation importante, il fera en réalité oeuvre de traduction si grande sera la différence entre son parler quotidien et le français universel.

Au hasard des interviews qui ont alimenté onze années de journalisme, j'ai pu constater souvent que l'Africain ou l'Asiatique de langue française, plus encore que le Français ou le Belge, était dérouté pendant

les premiers jours d'une visite au Canada français et, s'il n'y passait que quelques jours, repartait avec la conviction que nous parlions un simple patois. C'est d'ailleurs ce que me demandait un journaliste sénégalais après avoir passé trois jours à Montréal: comme il parlait assez bien l'anglais, il avait finalement utilisé cette langue de préférence au français et, à partir de ce moment, il réussit à comprendre et à se faire comprendre.

On me permettra d'ouvrir ici une parenthèse: il est question depuis un an ou deux de l'assistance du Canada français à l'Afrique francophone sous la forme notamment de l'envoi là-bas d'instituteurs, de professeurs et d'experts en divers domaines. Or, notre action qui aurait pu être importante et extrêmement heureuse risque fort d'être ramenée à peu de chose, à cause justement de notre misère linguistique, d'une connaissance purement livresque et limitée du français, d'une rupture quasi totale avec les sources de la langue et de la pensée française. Chez nos amis africains, il en résulte étonnement puis déception et, parfois, une sourde irritation.

Mais à quoi bon s'étendre longuement là-dessus; comme je le disais en commençant, vous connaissez, je crois, aussi bien que moi l'ampleur du mal. Ce qui compte, c'est moins désormais de s'y attarder que d'en rappeler les causes et d'en rechercher les remèdes possibles. Comment se fait-il que le Canadien français moyen s'exprime si mal, comment se fait-il que sa langue maternelle lui soit devenue en grande partie étrangère, comment expliquer qu'hériter de 2.000 ans de civilisation française (car nos ancêtres ne sont tout de même pas partis de rien: ils avaient derrière eux 15 ou 16 siècles d'histoire, de pensée, de progrès intellectuel), comment expliquer que nous soyons comme groupe plus éloignés de la véritable langue française que les Africains qui la connaissent depuis deux ou trois générations à peine? Même si ces causes ont été souvent décrites, je crois qu'il est bon de les rappeler.

Au fond, les causes profondes sont relativement peu nombreuses: il y en a trois ou quatre qui embrassent, qui incluent toutes les autres. Et la première, c'est, bien sûr, la Conquête, ce traumatisme qui continue de marquer toute notre existence collective. On n'a pas suffisamment mesuré à l'époque les conséquences de cet événement qui devait provoquer une colonisation des principaux aspects de notre vie nationale et spécialement de l'économie, de l'organisation politique, de l'administration et de la législation. Dans tous ces domaines importants le vainqueur devait imposer ses conceptions, ce qui était d'ailleurs normal: nous avons obtenu finalement de préserver pour une part notre langue et nos coutumes, mais nous avons tiré l'illusion d'une réussite là où il n'y avait qu'une tolérance. C'est ainsi que naquit l'équivoque: nous avons commencé d'agir comme si la langue se réduisait au vocabulaire, comme s'il suffisait de conserver les mots pour sauver une culture. Avec les institutions du vainqueur, nous en acceptions l'esprit et la mentalité, c'est-à-dire que la langue déjà était atteinte. En même temps, la conquête allait signifier pour près d'un siècle une rupture presque totale avec la mère-patrie sinon au niveau des individus, du moins à celui de la communauté.

Ainsi l'apport qui nous aurait été indispensable pour faire équilibre aux pressions du conquérant et pour limiter les conséquences néfastes de la colonisation intérieure, cet apport nous a manqué cruellement à l'ins-

tant même où nous en aurions eu davantage besoin. Enfin, et surtout, à partir du milieu du XIXe siècle et même plus tôt, le voisinage des Etats-Unis allait aggraver terriblement notre situation et nous lancer un défi que nous n'avons pas encore relevé.

A peine pouvons-nous parler de "pays voisin", car les Etats-Unis sont parmi nous ou, plus justement, le Canada tend à être un simple prolongement de la grande République par laquelle il est écrasé, avec laquelle il fait les trois-quarts de son commerce extérieur, dont il est de plus en plus dépendant. Situation redoutable pour le Canada entier, mais plus encore pour la nation canadienne-française, car avec les produits et les formules, nous avons importé le vocabulaire, ensuite les méthodes et enfin très souvent le mode de vie et la mentalité de nos puissants voisins. Avec le temps, nos caractéristiques fondamentales devaient fatalement être modifiées, notre âme même atteinte: le Canadien français moyen en venait à associer aux Etats-Unis et à la civilisation anglo-saxonne en général l'idée de puissance, de richesse, de progrès techniques, d'expansion industrielle, et avait confusément l'impression d'appartenir, lui, à une civilisation secondaire et en voie de régression. Sa langue même allait porter de plus en plus la marque de cette sorte de "deuxième conquête" que fut la pénétration massive des Etats-Unis dans la vie économique, puis dans la vie tout court: les loisirs et les sports comme le vêtement et l'alimentation. Ce phénomène devait être d'autant plus désastreux que nous n'étions pas préparés, ni moralement, ni intellectuellement, à y résister: nous étions désarmés devant cette nouvelle forme de conquête. Notre langue quotidienne déjà pauvre, anémiée, s'est laissée envahir par des milliers de termes anglo-américains et, plus grave, a adopté progressivement les formules, les tournures et même la syntaxe de l'anglais tout comme la masse des nôtres était peu à peu conquise et conditionnée par le mode de vie américain.

En même temps, et ce fut une autre cause éminente de la dégradation de notre langue, nous devenions un peuple bilingue, prétendument bilingue. Eussions-nous été profondément imprégnés de notre culture, eussions-nous préservé parfaitement notre langue, en eussions-nous conservé le génie que l'effort généralisé de bilinguisme aurait comporté des dangers, même alors. A fortiori, devait-il en présenter dans la situation où nous nous trouvons, psychologiquement et intellectuellement. Un mauvais pragmatisme, un utilitarisme à courte vue devaient nous imposer l'étude de l'anglais dans des conditions telles que finalement la langue seconde serait enseignée à la fois intensivement et maladroitement, tandis que l'enseignement de la langue maternelle serait négligé. Nous vîmes se répandre chez les nôtres la conception de l'anglais "clé du succès" cependant que des campagnes étaient menées périodiquement dans le but de faire commencer toujours plus tôt l'étude de la langue seconde.

Par là, on tend à renforcer chez le Canadien français la conviction que sa langue maternelle est destinée essentiellement à la vie du foyer et aux relations amicales, qu'elle est impuissante à exprimer les réalités du monde contemporain; par là aussi, on accélère le processus d'imitation servile de la langue anglaise; par là, enfin, on arrive à ce résultat que de nombreux jeunes Canadiens français parlent mieux et écrivent mieux la langue seconde que leur langue maternelle. Demandez le témoignage

de quelques chefs d'entreprise canadiens-français qui soient des hommes cultivés et attachés à leur langue: ils vous diront souvent que la moitié au moins de leurs employés — du personnel des bureaux — écrivent et parlent mieux l'anglais que le français.

Un peuple relativement nombreux, maître de son destin économique et politique, ayant de fortes assises culturelles et une longue tradition de souveraineté, peut instituer sans danger l'enseignement même très poussé d'une langue seconde. Un peuple minoritaire dans son pays, un pays économiquement et politiquement dépendant, peut encore le faire, s'il a conservé le génie de sa langue, le sens de sa culture, s'il est un milieu créateur et stimulant pour les siens, attrayant pour les autres. Mais un peuple qui est sur tous les plans minoritaire et prolétaire, qui est aliéné au sens moderne de l'expression, qui n'a plus le sens de sa langue ni la conscience de sa culture, joue son âme et son existence s'il intensifie pour ses enfants la connaissance d'une langue seconde sans faire en même temps un effort gigantesque pour assurer le salut de la langue maternelle.

C'est une Anglo-canadienne, Kathleen Hart, qui a écrit ceci dans une brochure publiée en 1959 (P.U.L.): "Chacun sait qu'il n'existe pas de plus grande puissance d'assimilation, ni de plus rapide, que celle d'un système scolaire qui utilise la langue du groupe majoritaire, comme langue seconde, au niveau du primaire. Aussi, est-ce dans ce but d'assimilation rapide que l'on impose l'anglais, comme langue seconde aux Canadiens français dès l'école primaire, tout comme on le fait pour les Zoulous de l'Afrique du Sud, ou pour d'autres petits peuples encore en servitude". Elle ajoute que: "tous les peuples libres du monde assurent, à l'enfant, LA MAÎTRISE SUFFISANTE DE LA LANGUE MATERNELLE".

La conquête, l'influence grandissante des U.S.A., l'enseignement prématuré de la langue seconde, l'absence pendant longtemps et l'insuffisance aujourd'hui des relations avec la France: à ces causes fondamentales, ajoutons-en une autre qui est la perte du sens créateur et du génie de la langue. Comme dans presque tous les secteurs de la vie quotidienne, les produits que nous utilisons, les méthodes que nous appliquons, les innovations dont nous bénéficions, nous viennent principalement des Etats-Unis, nous avons perdu l'habitude du mot juste, de l'expression spontanément française. Nous sommes un peuple qui traduit ou pour qui l'on traduit et, comme je le disais plus haut, cette traduction est elle-même trop souvent non pas une création mais un simple décalque de l'anglais. Le Canadien français qui "prend une marche" au lieu de "faire une promenade", qui "dîne sur le train" plutôt que "dans le train", qui "part pour Québec" au lieu "d'aller à Québec", qui "contemple" de faire quelque chose au lieu de "l'envisager" ou "d'y songer", qui "est gradué" d'une institution au lieu d'être "diplômé", qui "introduit quelqu'un" plutôt que de le "présenter", celui-là ne parle pas le français même s'il possède un certain "bagage" de mots français.

Si la langue est aussi gravement atteinte, c'est parce que d'abord la personnalité nationale l'a été et que notre peuple est en voie de perdre son âme. La langue n'est pas un instrument artificiel mais un phénomène vital: elle est partie intégrante de la vie d'une communauté tout comme elle exprime et décrit cette communauté. Nous devons savoir que le salut de la langue chez nous ne sera pas le fruit simplement d'une chasse

aux américanimes, ni de l'accroissement du vocabulaire et de cours de diction : le salut de la langue sera le résultat d'un puissant mouvement de réveil et d'un retour à nos sources.

Je sais bien que certains affirmeront, avec parfois un semblant de raison, que la qualité de la langue ou du moins que la pureté du vocabulaire est menacée en France même.

Il faut nous arrêter un instant à cette question de l'introduction de vocables anglais, de termes anglais dans la langue quotidienne en France. Le phénomène nous intéresse à un double titre : d'une part, parce qu'il s'agit de l'évolution de la langue dans le secteur de loin le plus important du monde francophone, de l'autre, parce que trop de gens chez nous interprètent mal ce phénomène et, ou bien s'en scandalisent exagérément, ou bien s'en autorisent pour essayer d'excuser la misère de notre propre langage.

Les emprunts faits à la langue anglaise en France s'expliquent par trois raisons principales. En premier lieu, on importera avec des formules, des procédés, des instruments venus de Grande-Bretagne ou des Etats-Unis les mots qui les désignent mais, dans la majorité des cas, on leur trouvera plus tard une appellation française : c'est l'oeuvre que poursuit par exemple le comité d'étude des termes techniques français et le comité du langage scientifique de l'Académie française. En second lieu, il y a incontestablement, dans certaines classes, surtout dans la moyenne bourgeoisie, un certain snobisme qui passera sans doute comme toutes les modes. Enfin, et c'est là un facteur important, le souci même de la précision amènera de nombreux Français à trouver préférable l'adoption d'une expression étrangère à une traduction française approximative. L'exemple le plus frappant est celui de "drug-store", institution typiquement américaine. Le Français soutiendra, et avec raison, que le drug-store ne peut aucunement se rendre en français par pharmacie. Cette dernière reste en France une maison où l'on vend principalement, sinon exclusivement, des médicaments et où l'on prépare les ordonnances des médecins. Il serait inadmissible pour des Français de baptiser "pharmacie" un établissement où l'on vend des revues et journaux, des lunettes, du chocolat, des jouets, etc... en plus des médicaments et où il y a même un restaurant. D'où l'existence sur les Champs-Élysées d'un vaste établissement appelé "drug-store", ce qui scandalise beaucoup de Canadiens français, mais là-dessus je donnerai pleinement raison aux Français.

Certes, il faut garder le sens de la mesure et je considère pour ma part (c'est aussi l'avis d'un nombre grandissant de Français) que dans certains domaines comme les sports et les techniques, l'emprunt de termes anglo-américains peut devenir une invasion et doit être combattu. Trop de Canadiens français sont portés — et cela aussi souligne la perte du sens véritable de la langue, de son génie profond — à pousser les hauts cris devant l'usage d'un terme anglais tel quel en français, mais seront indifférents, insensibles à des anglicismes déguisés et donc plus pernicieux et surtout à l'adoption des tournures et de la syntaxe anglaises.

Entre le monsieur qui dit, par exemple : "Je crois que j'irai passer le week-end à la campagne" et celui qui dira : "J pense que j'va passer la fin d'semaine en campagne", lequel des deux parle français ? Entre le

jeune homme qui dira : "Quelle charmante soirée nous avons passée hier au dancing" et celui qui lancera : "On s'est-y amusés à la salle de danse hier au soir", lequel parle français ?

Il ne saurait évidemment être question pour nous d'adopter automatiquement tous les emprunts faits par les Français à la langue anglaise, encore que ces emprunts soient fréquemment justifiés. Mais, il faut que nous cessions d'être obsédés par le vocabulaire exclusivement : parler le français, ce n'est pas additionner des mots français, c'est d'abord connaître le sens profond, le génie de sa langue, en savoir les multiples nuances. Une langue, c'est d'abord un mode de penser et de sentir, un mode de vivre, et cela est d'autant plus vrai qu'il s'agit d'une langue liée à une civilisation particulièrement prestigieuse, langue qui est alors un des éléments fondamentaux et l'expression par excellence de cette civilisation. D'où la différence profonde entre "parler une langue" et "être d'une langue". Dans le premier cas, la langue est envisagée essentiellement comme un instrument de communication ; dans le second, elle est considérée d'abord comme un moyen d'expression, qui vient illustrer un mode de penser, de réagir, bref un mode d'être.

Mesdames, Messieurs, force est pour nous de reconnaître que notre langue nous décrit avec une triste éloquence. Elle porte les traces de nos combats, bien sûr, elle dit nos blessures, elle souligne la difficulté de notre situation, ainsi que l'énergie, l'héroïsme parfois de certaines périodes de notre histoire et, à cet égard, elle commande le respect et l'indulgence, elle porte aussi, d'autre part, les signes de nos démissions, de trop d'abdications, elle dit les lacunes de notre système d'enseignement, l'indifférence de nos élites, l'acceptation résignée et parfois empressée d'une civilisation étrangère et, sous le second aspect, elle suscite plutôt une pitié un peu méprisante.

Peuple en désarroi, incertain de lui-même et de son destin, assujéti et dominé sur plusieurs plans ; peuple dont les institutions parlementaires, l'administration et les traditions politiques viennent de Grande-Bretagne, dont l'économie appartient à l'étranger dans les proportions d'au moins 80% ; peuple dont les cadres de la vie quotidienne portent les marques de la vie américaine dans presque tous les secteurs, le Canada français représente l'une des communautés ethniques du monde dont l'existence est la plus constamment menacée.

Comment ne pas voir dans ces conditions que le salut de la langue s'identifie au salut même de la nation : le Canadien français retrouvera le sens de sa culture et de sa langue le jour où de nouveau il pensera, sentira, vivra en français. Certes, il y a des tâches urgentes et rapides qu'il est possible d'accomplir dès maintenant : réforme de la langue administrative, amélioration de la langue des textes législatifs, amélioration également de l'enseignement du français, etc . . .

Ce sera le travail à court terme de l'Office de la Langue Française. Mais son programme à long terme, c'est-à-dire la véritable restauration de la langue et de tout ce qu'elle représente, ne s'accomplira qu'avec les générations.

Dans le cahier consacré par l'Académie canadienne-française à la linguistique, il y a, parmi beaucoup d'autres, ces deux affirmations qui sont autant d'avertissements :

“Le jour n’est pas lointain où les Canadiens français, sans parler anglais ni même américain, parleront une sorte de patois régional qui les séparera complètement du reste du monde francophone et les réduira à l’état d’entité négligeable sur le plan culturel, alors qu’une participation active à l’une des grandes cultures universelles dont ils ont la chance d’être issus aurait pu leur donner un rôle d’importance dans le monde d’aujourd’hui.”

Et ceci encore :

“Il est illusoire et injuste à la fois de demander à un peuple le perpétuel héroïsme d’une artificielle fidélité à une langue morte, à une culture éteinte. Si nous ne sommes plus Français par notre pensée, par nos institutions, par nos moeurs, il est ridicule de vouloir à tout prix conserver une langue qui devient par le fait même étrangère à notre vie, étrangère à nous. Seule une refrancisation de notre société, des coeurs et des esprits, pourrait assurer une fois pour toutes la refrancisation de notre langue.”

Bref, le salut de la langue sera une révolution nationale, ou ne sera pas. Quand un peuple pour subsister, travailler, prospérer, doit parler couramment une autre langue que la sienne, quand, d’autre part, il consent à ne devenir qu’une simple réplique d’une communauté étrangère, la langue seconde finit par reléguer la langue maternelle au rang de dialecte à usage familial et la civilisation étrangère conditionne peu à peu la minorité jusqu’à son assimilation totale.

Nous n’avons de raison d’être en Amérique du Nord qu’en redevenant authentiquement, profondément, passionnément français; je veux dire “français culturellement”, une nation qui ait retrouvé avec le génie de sa langue le sens de sa personnalité et de son destin, qui se retrouve fraternellement mêlée au reste du monde francophone. Ecoutez parler dans les jardins publics des villes de France les enfants qui s’y amusent; écoutez d’autre part les nôtres: quelle enchantement, quelle fraîcheur d’un part; quel épouvantable galimatias, quelle lourdeur, quelle laideur, de l’autre. Et pourtant, rien d’autre que notre résignation, notre inaction, notre indifférence criminelles empêche qu’il en aille autrement. Certes, il est possible d’invoquer un grand nombre d’explications à notre situation, explications historiquement fondées. Mais nous n’avons pas le droit de transformer les explications de nos difficultés en excuses à notre résignation, ni d’en faire des motifs d’inaction.

La survivance n’est pas une fin en soi. On ne dure pas pour le plaisir de durer, mais parce que l’on a conscience de représenter quelque chose de valable et de pouvoir apporter au pays et au monde une contribution originale et enrichissante. Il ne suffit pas de dire: deux siècles après la Conquête, nous sommes toujours là; il existe encore une nation canadienne-française dont l’importance numérique grandit constamment. Il faut encore se demander: qui sommes-nous? que vaut cette nation? quelle est sa valeur humaine? quel en est le sens créateur? C’est après cela seulement que l’on a le droit d’exiger du groupe ethnique et des générations les efforts immenses que suppose le maintien en Amérique d’une communauté française. Autrement, on commet une gigantesque imposture envers les autres et envers soi-même: c’en est une, par exemple, de parler